

POINTS ESSENTIELS

- Le 31 Mars le nombre de cas confirmés en laboratoire de COVID-19 est de 31. Plusieurs groupes de contacts ont été identifiés grâce à un suivi actif.
- La capacité d'essai est disponible, un site de quarantaine a été établi et deux autres sont en préparation. Un centre de soins pour les cas graves a été mis en place à Arta, à 40 km de la capitale. Un soutien supplémentaire est nécessaire pour afin d'atteindre la capacité de préparation et d'intervention nécessaire.
- Depuis le 23 Mars, les autorités ont imposé un confinement général, à l'exception des services essentiels. Le trafic a été limité au minimum, et requiert l'obtention d'une autorisation administrative.
- Tous les mouvements de passagers (aérien/ferroviaire/par bateau) continuent d'être suspendus depuis le 18 Mars. Le ministère des Affaires étrangères (MAECI) a limité les vols militaires et humanitaires avec personnel jusqu'au 3 Avril, une décision qui devrait être encore prolongée. Les mouvements de cargaison civile et militaire se poursuivent.

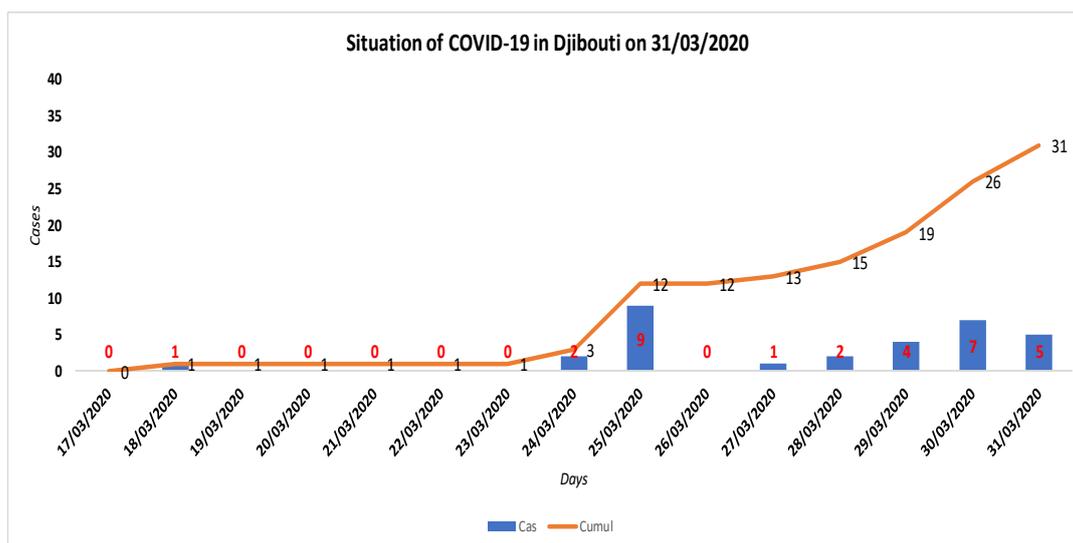
APERCU DE LA SITUATION

Au 31 mars 2020, le ministère de la Santé a confirmé 31 cas de COVID-19 à Djibouti (un déjà rapatrié dans son pays natal). Tous les cas ont été enregistrés dans la capitale.

Depuis le 24 mars, la circulation des voitures est limitée au minimum et n'est possible qu'avec autorisation administrative. Les forces armées, la police et la gendarmerie travaillent en coopération pour faciliter le bon déroulement du confinement général. Il existe cependant des difficultés pour les personnes vulnérables qui n'ont pas de logement fixe, y compris les familles, les migrants et les enfants en situation de rues, les plus pauvres, ainsi que pour ceux qui ont perdu leur emploi, principalement des travailleurs journaliers et les personnes travaillant dans le secteur informel.

Le 28 mars, le Président a mis en place un comité de crise, sous la direction du Premier Ministre. Les sous-comités qui examinent les aspects multisectoriels de la crise sont en cours de finalisation. L'engagement est en cours pour garantir une utilisation complète, optimisée et coordonnée des ressources existantes dans le pays et au-delà, compte tenu de l'échelle planétaire de la crise, que l'ONU est prête à soutenir.

En plus des fonds publics et des actifs déjà déployés, le 31 mars, le Président a lancé un Fond d'urgence et de solidarité avec un financement initial de 5,65 millions de dollars et a demandé des dons aux partenaires internationaux ainsi qu'une réallocation des budgets publics pour répondre aux besoins



multiples générés par COVID19 dans le pays, y compris pour la prise en charge des soins aux patients et l'achat d'équipement de santé.

Au niveau régional, un sommet extraordinaire de l'IGAD sur le COVID-19 qui s'est tenu le 31 mars a salué les efforts extraordinaires de l'OMS pour coordonner les réponses mondiales et régionales à la pandémie et a appelé à une réponse régionale coordonnée et à la création d'un fonds d'urgence à l'appui des systèmes de santé nationaux des pays membres de l'IGAD.

Au niveau mondial, alors que la pandémie de coronavirus continue de gagner du terrain et que plus de 25 000 personnes sont décédées dans le monde, le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a appelé à redoubler d'efforts dans la lutte contre le virus. Un plan d'appel d'urgence mondial pour faire face aux impacts socio-économiques potentiellement dévastateurs du COVID-19. Dans son rapport, le Secrétaire général appelle à agir ensemble pour faire face aux impacts et atténuer le coup porté aux populations. Il a également lancé le 31 mars un appel à l'action en faveur d'une intervention sanitaire coordonnée immédiate pour contenir la transmission et mettre fin à la pandémie.

PRÉPARATION ET RÉPONSE

Une cinquantaine de femmes guides ont été mobilisées dans les quartiers de Djibouti-ville pour sensibiliser la population à se laver les mains, à garder une distance d'un mètre et à suivre les mesures d'hygiène. La communauté contribue également à l'argent des personnes qui gagnent leur vie chaque jour pour éviter les rassemblements.

Le gouvernement continue d'avoir une campagne de plaidoyer active qui comprend des émissions quotidiennes de télévision et de radio et des clips de prévention diffusés, un message vocal prononcé avant chaque appel, et des SMS qui fournissent des informations sur les mesures de prévention et un numéro de téléphone gratuit.



©WHO Djibouti

SANTÉ – Le 30 mars, le ministère de la santé a lancé un plan révisé indiquant que le scénario le plus pessimiste serait de 15 000 cas en République de Djibouti, et a demandé une aide de 29 millions de dollars US couvrant : les produits de santé, la logistique essentielle, la formation, la surveillance et les enquêtes épidémiologiques, l'approvisionnement en médicaments, le protocole de gestion des cas, etc.

Les autorités sanitaires (civiles et militaires) ont joint leur efforts pour renforcer le contrôle sanitaire aux points d'arrivée (air/mer/terre, y compris par chemin de fer) et mis en place un centre de quarantaine (hôpital Bouffard) et un centre de soins pour les cas graves (hôpital Arta). Le Ministère de la Santé a déployé des volontaires formés par l'Institut national de santé publique de Djibouti (INSPD) et l'OMS pour la pulvérisation intra-résidentielle pour désinfecter dans le district de Makka Elmokkarama où 11 cas ont été signalés.

Le 24 mars, la République de Djibouti a reçu les dons des Fondations Jack Ma et AliBaba, dont 20 000 kits d'essai, 100 000 masques et 1 000 combinaisons de protection à usage médical et boucliers faciaux. Le PNUD a soutenu le Ministère de l'urbanisation, de l'environnement et du tourisme (MUET) en présentant l'achat d'équipements de protection individuelle pour son personnel. Le PNUD soutient également le Ministère de la santé par un plan d'action pour relever le défi de la gestion des déchets médicaux par l'acquisition d'incinérateurs et l'introduction d'un cadre réglementaire approprié.

EAU & ASSAINISSEMENT (WASH)

– Le Ministère de la décentralisation a organisé une réunion de coordination avec ses partenaires sur l'eau et l'assainissement, y compris des activités de lavage des mains, à l'occasion de la participation de l'UNICEF, du PNUD et de l'UNFD (Union nationale des femmes djiboutiennes). Ces organisations fournissent des fournitures d'hygiène de base, mettent en place des points de lavage des mains et mènent une sensibilisation en collaboration avec les autorités et les organisations de la société civile.



©WHO Djibouti

Dans la région de Boulaos, dans la ville de Djibouti, le PNUD a installé trois réservoirs, seaux et savons de 1 000 litres sur les marchés fréquentés par les femmes, et fourni du matériel de protection et des incitations aux volontaires. Afin d'accroître la sensibilisation, le PNUD fournira également neuf réservoirs d'eau et de lavage des mains de 2 000 L qui seront installés à Einguella, Marché Q7 Bis, Hôpital d'Ambouli, Djebel, Place Mahamoud Harbi Quartier Viet, Quartier 3, Quartier 1 et Quartier 4. L'OIM, en collaboration avec les autorités locales (préfecture, conseil régional, hôpital) et les associations AADO, REEBU et Fantahéro, a placé des postes de lavage des mains aux points de contrôle et divers points d'intérêt le long des artères principales de la ville d'Obock. Cette activité vise également à sensibiliser la population d'accueil ainsi que les migrants et les réfugiés à l'importance du lavage des mains afin de prévenir cette épidémie. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des activités de sensibilisation du Programme de solutions pérennes financé par l'UE pour les populations d'accueil, les réfugiés et les migrants les plus vulnérables sur le territoire de Djibouti.

Un système obligatoire de lavage des mains a été mis en place à l'entrée du village de réfugiés Markazi où toutes les personnes entrant sur le site seront soumises. La société turque responsable de l'entretien des abris a désinfecté 150 abris dans le cadre des mesures préventives contre COVID-19.

SECURITE ALIMENTAIRE

- Le PAM, en coordination avec le HCR et l'ONARS, finalise l'aide alimentaire qui a débuté mardi 24 mars à 18 500 réfugiés situés dans les camps de réfugiés d'Ali Addeh, Hol Hol et Markazi. A Ali-Addeh, 7 sections sur 8, composées de 10 000 bénéficiaires, ont été aidées avec succès. L'aide alimentaire à 5 100 réfugiés et demandeurs d'asile à Hol-Hol a pris fin le 27 mars. Le PAM finalise la distribution de nourriture à 1 000 réfugiés yéménites, complétant la distribution de nourriture de la King Salman Fondation (KSF) dans le camp de réfugiés Markazi. Des rations de deux mois (en nature et en espèces) sont livrées afin de réduire le risque d'exposition au COVID 19. Des mesures préventives ont été prises pour la distribution conformément aux directives du ministère de la Santé, telles que l'espacement entre les distributions et la distance physique afin d'éviter les foules. De plus, un système de lavage des mains a été mis en place pour chaque personne entrant sur le site, sous la supervision du CNRC et de la Direction Hydraulique Rurale, et de l'équipement de protection a été distribué au personnel. Afin d'éviter les foules pendant les distributions, il a été décidé de faire la distribution durer huit au lieu de quatre jours (un jour de distribution pour chaque section). Avant la distribution, des campagnes de sensibilisation étaient menées auprès des bénéficiaires. Après avoir consulté les différentes parties prenantes, il a été décidé d'utiliser les listes maîtresses pour remplacer le système biométrique (GDT) habituellement utilisé afin d'éviter la propagation d'une infection possible grâce à l'utilisation d'équipement biométrique.

Le 29 mars, le PAM, en partenariat avec le Ministère des affaires sociales et des solidarités (MASS), a lancé une nouvelle phase de distribution des bons aux populations vulnérables touchées par les inondations de novembre 2019, pour une valeur de 10 000 FDJ/ménage à 4 500 ménages dans la ville de Djibouti. Ces ménages sont également parmi les plus touchés par la crise du COVID-19. Le personnel

livre des bons de porte à porte aux bénéficiaires afin d'éviter tout risque de contagion. À ce jour, 4 000 ménages ont reçu leurs bons à échanger sur le site du détaillant pour recevoir de la nourriture dans les différents quartiers de la ville de Djibouti.

Le PAM fournira deux mois de nourriture dans le cadre des activités de création de Food for Asset couvrant les besoins alimentaires de 6 400 bénéficiaires dans les 5 régions de Djibouti pendant la crise. Le 31 mars, l'OIM a procédé à une distribution d'aliments et d'articles non alimentaires au profit des 350 migrants résidant actuellement sur le site de Masagara à Obock, ainsi qu'une distribution d'articles non alimentaires aux 224 migrants vivant sur le site de Loyada.

PROTECTION - Le HCR Djibouti a lancé une ligne d'assistance téléphonique pour les réfugiés et les demandeurs d'asile. Cette hotline permet aux personnes préoccupantes de contacter directement le HCR pour toute question liée au COVID19 ainsi que pour des raisons de protection ou d'assistance. Toutes les informations partagées seront traitées de façon confidentielle ; toute référence pour un service particulier sera effectuée en accord avec la personne requérante. Lancée pour réduire les risques liés au transport et limiter l'accès aux bureaux du HCR et/ou des partenaires, cette hotline est conforme aux mesures prises pour répondre au COVID-19.

Le 29 mars, le HCR a fourni une aide en espèces de trois mois à huit familles de réfugiés vulnérables confrontées à des problèmes de santé, de protection ou de difficultés sociales à Djibouti-Ville. Afin de mieux répondre aux mesures préventives DU COVID19, les bénéficiaires ont reçu une aide financière pour avril, mai et juin afin de limiter le plus possible les contacts.

PRÉPARATION INTERNE AUX NATIONS UNIES - Les entités des Nations Unies ont activé leurs plans de continuité des opérations et déploient des ressources internes pour contribuer aux efforts de la COVID-19. Le personnel, qui travaille en majorité à distance, est tenu informé à travers des réunions virtuelles hebdomadaires. Seule la présence au bureau du personnel essentiel est requise.



©IOM Djibouti

Pour plus d'information, merci de contacter :
Idyl MOUSSA IYE | Bureau de Coordination des Nations Unies | idyale.mousse@un.org
Dalia LOURENCO LEVIN | Organisation Mondiale de la Santé | lourencod@who.int